

NOS LUTTES NE SONT PAS RÉCUPÉRABLES !

L'extrême droite

prospère sur le

terrain de la

désespérance sociale

et des promesses

non tenues. Sa

progression n'est

pourtant pas

inéluable.

La CGT, FSU et Solidaires, avec des organisations de jeunesse, ont lancé une campagne commune depuis le 29 janvier dernier, pour combattre les idées d'extrême droite.

Il est de la responsabilité du syndicalisme de mettre les salariés en garde contre l'imposture sociale du FN. Il est de la responsabilité du syndicalisme de combattre la stratégie de ceux qui cultivent le rejet de l'autre et la division des salariés, pour mieux cacher leur incapacité à tracer des perspectives d'avenir et de justice sociale.

Lors du mouvement de grève des cheminot-e-s du mois de juin pour la défense du service public et contre la casse de la SNCF, l'extrême droite a donné une nouvelle illustration de sa stratégie démagogique du double discours... selon à qui elle s'adresse.

En direction des usagers, via le journal « Présent » notamment, l'extrême droite dénonçait la « prise d'otages » que constituait cette grève.

En direction des cheminot-e-s, le FN a d'abord condamné, dans un même élan, la réforme et les syndicats... avant qu'un de ses responsables tente de dire qu'il comprenait les grévistes et leurs organisations.

D'autres groupes d'extrême-droite ont tenté, notamment sur Internet, de se réapproprier le mouvement des cheminot-e-s, utilisant des interviews ou des images de salarié-e-s en lutte.

Cette manipulation montre que l'extrême-droite recherche un alibi « social » à ses manœuvres démagogiques et dangereuses. Nous ne l'acceptons pas.

Nous réaffirmons que le programme du FN et les idées d'extrême droite sont opposés aux intérêts des salarié-e-s ! Aux antipodes d'une société solidaire, le projet du FN aboutit à aggraver la concurrence, à plus de dumping social et fiscal, à l'exacerbation des tensions xénophobes et nationalistes.

L'extrême droite se présente comme « antisystème », en défense du peuple, des « laissés pour compte » de la crise, mais le projet politique qu'elle incarne est d'abord celui d'un nationalisme exacerbé qui ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme, ni la course au profit, ni la concentration des richesses dans les mains d'une minorité.

Lutter contre les offensives patronales, contre la casse des acquis sociaux et pour des services publics de qualité, c'est aussi lutter contre l'extrême droite.

Paris, le 10 juillet 2014